

Face à la reprise des profits, préparons la reprise des luttes !

« Fin de la récession », « tournant de la reprise », « redémarrage de la croissance » : ces derniers jours, journalistes et hommes politiques semblent rivaliser d'optimisme à bon marché. La ministre de l'industrie, Christine Lagarde, estime même « qu'on va bien finir l'année » et « rentrer en 2010 avec de l'élan » !

À la base de tout cela, il y a les statistiques économiques du dernier trimestre. Un vendredi 13, véritable jour de chance pour les adeptes de la méthode Coué !

Car à y regarder de près, il n'y a guère matière pour les travailleurs à se réjouir des chiffres annoncés. Sur un an, en effet, les pertes d'emplois en France s'élèvent à 351 500. Et depuis le début annoncé de la crise, il y a un an et demi, le nombre de chômeurs a augmenté de près de 30 % !

Pour les optimistes de commande, le point positif serait que, sur les trois derniers mois, l'emploi n'aurait baissé "que" de 5 500 postes. Sauf que, là encore, les chiffres sont en trompe-l'œil. Les emplois fixes continuent à disparaître dans l'industrie et la construction. Ce n'est que le redécollage massif de l'intérim qui limite la casse... dans les statistiques.

Déjà précaires lorsqu'ils ont du travail, les intérimaires ont chèrement payé les premiers effets de la crise : 160 000 emplois en moins sur un an, soit plus de la moitié des suppressions de postes dans l'industrie. Et aujourd'hui, reprise ou pas en perspective, le patronat montre clairement qu'il compte continuer à jouer à fond la carte de la précarité : même là où la production redémarre, notamment dans des secteurs soutenus par des aides publiques, on assiste à des remplacements de postes fixes par des emplois intérimaires.

Quant au chômage partiel, il a véritablement explosé, passant de 30 000 salariés concernés début 2008 à 320 000 mi-2009 ! Ce faisant, le patronat a largement bénéficié de financements de l'État, profitant de modalités d'autorisation du chômage partiel assouplies en fin d'année dernière et étendues à de nouvelles catégories d'entreprises comme l'intérim.

Mais que font les patrons de la reprise de leurs affaires et des subsides de l'Etat ? Où va l'argent ? Ils continuent à nous dire que le maintien "artificiel" d'emplois (du fait du chômage partiel) et les capacités de production sous-utilisées "pèsent" sur la sacro-sainte productivité. Cette productivité (traduire : les perspectives de profits !) ... qu'il faudrait donc rétablir pour faire face à la concurrence si la reprise survient !

Voilà donc les travailleurs prévenus, et de façon unanime, depuis le « socialiste » Strauss-Kahn au FMI jusqu'au gouvernement français en passant par la Commission européenne : la reprise tant annoncée ne sera pas celle de l'emploi ; le chômage en Europe devrait continuer à augmenter en 2010 et 2011 !

Comme pour illustrer tout cela, Philippe Varin, PDG de Peugeot-Citroën, a d'ailleurs rappelé la semaine dernière que « PSA a une feuille de route claire vers la profitabilité et la croissance », moyennant quoi il a annoncé la suppression de 6 000 postes d'ici 2012, en plus des 4 800 déjà supprimés cette année !

Et le gouvernement, non content de faire des cadeaux au patronat en supprimant la taxe professionnelle, pousse le cynisme jusqu'à faire voter par l'Assemblée nationale la taxation des accidentés du travail.

Rien d'étonnant donc à ce que les dernières statistiques soulignent que le contexte pèse sur le niveau de vie des salariés avec ou sans emploi, qu'il plombe les salaires, que le nombre de personnes en découvert bancaire fréquent augmente, etc.

Pour ne pas payer les frais annoncés de la reprise des profits, après ceux de la crise, il est donc grand temps que les travailleurs retrouvent le chemin de la lutte collective. Que face à l'offensive concertée du patronat et du gouvernement, nous fassions tous le choix de la croissance des luttes, et de la reprise de la contre-offensive. Tous ensemble !

Versez à la collecte !

Ce matin à plusieurs entrées du site, vous pouvez verser à la collecte de soutien au bulletin l'étincelle.
Un bon placement. Alors à votre bon cœur !

Synergie à revendre

Les formations durant le chômage partiel se transforment parfois en propagande patronale. Avec leur air de jeu télévisé avec quizz, vidéos et cartons de couleurs pour voter, les pseudos-formations sur l'Alliance Renault-Nissan visent surtout à convaincre que l'Alliance est favorable à tous les salariés et qu'il faut encore augmenter les synergies. Un air connu...

Ces « synergies » ont pourtant déjà fait des ravages. D'un côté, Renault a supprimé 21 000 postes chez Nissan. De l'autre, Nissan a exporté ses méthodes de management chez Renault et son fameux karoshi (mort ou suicide au travail suite un stress trop important). Et si on passait à la synergie des luttes ?

Formation « par ici la monnaie »

Au vu du résultat, beaucoup se demandent à quoi servent toutes ces formations du vendredi ?

A une seule chose : le Pacte Automobile du 1^{er} avril 2009 permet à Renault de se faire payer le chômage partiel par l'Unedic, mais en échange de formations. Et comme l'Unedic est financé par nos cotisations... La boucle est bouclée !

Vendredi, c'est garderie

Pas facile de suivre les formations du vendredi : entre les liens internet qui ne fonctionnent pas et les formations d'anglais sans casque... On n'avait pas compris que le chômage partiel, cela voulait dire aussi venir chômer sur le site le vendredi !

En fait la direction veut juste que nous soyons présents pour toucher les subventions de l'état.

Vote en touche

Pour les élections des représentants du personnel de la semaine prochaine, les prestataires peuvent voter dans leur société ou au TCR, sous réserve d'un an d'ancienneté. Sauf que la plupart des prestataires n'ont pas été prévenus que cela était possible. Ni la direction de Renault, ni celle de leur société ne les a consultés. Résultat : très peu sont inscrits sur les listes du TCR.

Encore une preuve du manque de considération pour des collègues qui travaillent au Technocentre, avec nous et souvent depuis des années.

Syndrome de déni

Pour se décharger de toute responsabilité dans la mort d'Antonio qui s'est suicidé au TCR en octobre 2006, la direction de Renault l'a affublé d'un « syndrome anxio-dépressif » qui serait sans rapport avec le « stress au travail ». Pour étayer cette thèse devant le tribunal des affaires sociales (TASS), la direction a utilisé les résultats d'une autopsie psychologique réalisée par le cabinet Technologia.

Sauf que cette autopsie est sujette à caution et qu'elle relève en plus du secret médical, rapporte le journal *Le Monde* du 9 novembre, qui pointe la complicité de Technologia.

Les suicides ? Selon la direction, rien à voir avec le travail ! Ça devient de l'autisme, responsable de nouveaux suicides tant qu'on n'y mettra pas fin.

Travailleurs sans-papiers : La grève continue à s'étendre

La lutte des travailleurs sans-papiers en grève pour leur régularisation ne faiblit pas. Ils sont aujourd'hui plus de 5 200 en région parisienne, travaillant dans le bâtiment, la sécurité, le nettoyage ou la restauration.

Organisés par sites et par branches, ils ont élu des délégués qui se rassemblent régulièrement pour décider de leur mouvement. Les travailleurs de l'intérim, eux aussi organisés, se réunissent quotidiennement en assemblées et ont élu un comité de grève.

Et malgré le silence presque absolu des médias, malgré aussi les interventions de la police qui se multiplient, parfois sur simple demande des patrons, pour évacuer les piquets de grève et sites occupés, ils restent déterminés.

Ces travailleurs, qui sont en France souvent depuis des années, y paient leurs impôts, n'ont aucun statut légal, aucune possibilité de soins, et sont toujours traqués par la police et sous la menace constante d'une expulsion.

Ils forment la fraction la plus précaire, la plus exploitée de notre classe. On ne peut qu'être solidaire de cette lutte. Car le combat qu'ils mènent va dans le sens des intérêts de tous les travailleurs, et doit être le combat de tous.